

RCS : ARRAS
Code greffe : 6201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ARRAS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2020 B 00022
Numéro SIREN : 880 181 961
Nom ou dénomination : 3-DR CONSTRUCTION

Ce dépôt a été enregistré le 07/01/2020 sous le numéro de dépôt 285

Société par Actions Simplifiées Unipersonnelle

3-DR Construction

Au capital de 1000,00 EUROS

78 RUE DES FUSILLES

62440 HARNES

GREFFE DU TRIBUNAL

U 7 JAN. 2020

DE COMMERCE D'ARRAS

STATUTS

Je soussigne

Madame Morgan DHAINAUT née le 29/05/1987 A LENS

demeurant

78 rue des fusilles

62440 Harnes

De nationalité Française

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle devant exister entre lui et toute autre personne qui viendrait ultérieurement a acquérir la qualité d'actionnaire.

Ayant tous pouvoirs a l'effet des présents en vertu des statuts de ladite société, a décidé de la création de la **3-DR Construction**, et a cette fin, rédigé et signe les statuts suivants.

CHAPITRE I**FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL-DUREE****ARTICLE 1. FORME**

Il est formé par les présentes une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle qui sera régie par les présents statuts ainsi que par les lois et régentent en vigueur, notamment par les articles L227-1 a L227-20 et L 244-1 a L244-4 du Code de commerce.

Dans le silence des statuts, et sera fait, en tant que de raison, application des dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger :

- Maçonnerie :**

- Gros œuvre
- Banche béton
- construction de maison individuelle

- Plomberie sanitaire**

- Climatisation**

- ventilation**

- Revêtement de sol :**

Carrelage . Pavé . Plancher . Parquet . sol pvc .

- Plâtrerie**

- Peinture**

- Revêtement muraux**

- Faïence
- Lambris
- Tapisserie

- Électricité :

- basse tension et haute tension
- Installation électrique tertiaire et habitation
- Câblage de Réseau informatique de télévision par câbles y compris les fibres optiques câbles de télécommunications , câbles et appareils électriques .
- Installation de système électrique de paiement pour parking .
- Installation des systèmes d'alimentation de secours (groupe électrogène)
- La connections d'appareil électrique et d'électroménager .

- Pose de panneau photovoltaïque

- Télécommunication :

- Tirage de câble
- Tirage de fibre optique
- Tirage de câble informatique
- Soudure de fibre optique
- Réseau de télécommunications

- Perchage de Réseau haute tension

- Signalisation enseigne :

- Peinture de sol
- Marquage de sol (parking , route)
- Panneaux de signalisation
- Enseigne
- Signalétique

- Couverture

- Charpente traditionnel

- Bardage

- Construction métallique
- Charpente métallique
- Couverture métallique

- Construction de maison ossature métallique

- Espace vert :

- Tonte de pelouse
- Débroussaillage
- Élagage

- Dératisation

D'une manière générale, la participation de la Société, par tous moyens, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet social, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location gérance de tous fonds de commerce ou entreprises, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés savoir-faire et brevets concernant ces activités.

Et plus généralement, toutes opérations quelles qu'elles soient, industrielles, commerciales, financières, ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini ou à tout objet similaire ou connexe, susceptible d'en faciliter le développement.

ARTICLE 3. DENOMINATION

La société a comme dénomination sociale : **3-DR Construction**

Tous les actes, factures, annonces, publicités et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle" ou des initiales "SASU" ainsi que du montant du capital social.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixe :

78 RUE DES FUSILLES

62440 HARNES

Il pourra être transférés en tout autre endroit du territoire français métropolitain, y compris en Corse, par simple décision du Président, ratifiée par l'actionnaire unique.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger ou il le juge utile.

MD

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée a quatre vingt dix neuf années a compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01 JANVIER et finit le 31 DECEMBRE
Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et se **terminera le 31/12/2020.**

CHAPITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7. LIBERATION DU CAPITAL - APPORTS

.Lors de la constitution de la société, il a été fait apport en numéraire de la somme de milles euros (1000,00 euros) correspondant a la souscription de l'intégralité des cinquante (100) actions de dix euros (10.00 euros) de valeur nominale chacune libérées entièrement.

Il résultera du certificat du dépositaire, le nom de la banque et adresse du guichet auquel est demeurée annexée la liste précisant le nom du souscripteur avec l'indication des sommes versées par l'actionnaire unique.

ARTICLE 8. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixe a milles euros (1000,00 €), Il est divise en 100 actions de dix euros (10€) chacune toute de matte catégorie, souscrites en totalité par l'actionnaire unique et attribuée en proportion de ses apports respectifs, a savoir :

A Monsieur MORGAN DHAINAUT, 100 Actions numérotés de 1 a 100.

Total des actions formant le capital social Menu par Monsieur MORGAN DHAINAUT: 100
ACTIONS

AD

ARTICLE 9. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par l'actionnaire unique par tous précédés et selon toutes les modalités prévues par la loi. Le capital social peut être augmenté soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par l'élévation du montant nominal des actions existantes. Les actions nouvelles sont libérées soit en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature, soit encore par la conversion d'obligations.

L'actionnaire unique est seul compétent pour décider une augmentation de capital. Il peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'augmentation du capital, en fixer les modalités, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts de la société.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La réduction du capital, motivée ou non par des pertes, est autorisée ou décidée par l'actionnaire unique. La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction. À défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

CHAPITRE III ACTIONS — LIBERATION - CESSIION DES ACTIONS

ARTICLE 10. LIBERATION DES ACTIONS

Au moment de la souscription, les actions de numéraire doivent être obligatoirement libérées : de moitié au moins de leur valeur nominale lors de la constitution de la société, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission, lors d'une augmentation de capital en numéraire.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés pour les actions souscrites à la constitution de la société et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

MD

ARTICLE 11. FORME DES ACTIONS

Conformément à la loi, les actions doivent obligatoirement revêtir la forme nominative la propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel ouvert au nom de leur titulaire dans les comptes que la société tient à cet effet par suite de la dématérialisation obligatoire des titres des sociétés anonymes. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu une délégation écrite du Président à cet effet.

ARTICLE 12. CESSIONS ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions par l'actionnaire unique est libre. La transmission des actions est effectuée par un virement de compte à compte sur instructions signées du cédant ou de son mandataire à la suite d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. Tout ordre de mouvement est conservé et enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit " registre des mouvements".

La société, sous réserve de dispositions réglementaires particulières, peut, si elle le souhaite, exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public, un maire ou toute autorité administrative compétente en France ou à l'étranger pour une telle certification. La transmission d'actions à titre gratuit ou à la suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation.

ARTICLE 13 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

L'actionnaire unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports. L'actionnaire unique est tenu de libérer les actions par lui souscrites dans les 15 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire. L'actionnaire unique n'est pas responsable du passif social qu'à concurrence de ses apports.

MD

CHAPITRE IV

GESTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 14. PRESIDENT

La société est gérée et administrée par un Président personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles ou pénales que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions notamment de rémunération fixées par l'associé unique.

L'actionnaire unique peut désigner un président non-actionnaire de la société. La durée des fonctions de président est de 3 ans, reconductible tacitement.

ARTICLE 15. POUVOIRS DU PRESIDENT

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément à l'associé unique et dans la limite de l'objet social, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires spéciaux qu'il souhaitera. L'actionnaire unique peut nommer un Directeur Général. Plusieurs Directeurs Généraux peuvent être nommés sous réserve du respect des seuils minima de capital social fixes par la loi. Les Directeurs Généraux sont des personnes physiques ; ils sont révocables à tout moment par l'actionnaire unique sur proposition du Président ; en cas de décès, de démission ou révocation du Président par l'actionnaire unique, ils conservent, sauf décision contraire de l'actionnaire unique, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Monsieur Morgan DHAINAUT est nommé président de la SASU.

MD

ARTICLE 16. REMUNERATION DU PRESIDENT ET DES DIRECTEURS GENERAUX

La rémunération du Président et celle des Directeurs Généraux sont déterminées par l'actionnaire unique.

Le Président et le Directeur General ne peuvent recevoir de la société d'autre rémunération que celles prévues dans les paragraphes ci-dessus, sauf la possibilité pour eux de cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail à condition de remplir toutes les conditions prévues par la loi en vigueur.

Monsieur Morgan DHAINAUT est nommé Président de la SASU.

ARTICLE 17. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué obligatoirement par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes indépendants.

L'associé unique désigne pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la réglementation en vigueur un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à les remplacer en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès et qui sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant sont nommés dans la société :

- des lors qu'à la clôture de l'exercice, la société dépasse deux des trois seuils suivants :
 - chiffre d'affaires hors taxes supérieur ou égal à 2.000.000,00 euros,
 - total du bilan supérieur ou égal à 1.000.000,00 euros,
 - nombre moyen de salariés permanents employés au cours de l'exercice supérieur ou égal à 20.
- -ou des que la société contrôle au sens des I et III de l'article L 233-16 du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés ou est contrôlée par une ou plusieurs sociétés au sens des I et III dudit article.
- un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital demandent en référé au président du tribunal de commerce la nomination d'un commissaire aux comptes.

ARTICLE 18. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le président ou le directeur général doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même, l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens du code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues a des conditions normales ne donnent pas lieu a l'établissement de ce rapport. Cependant, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières ne sont significatives pour aucune des parties, ces conventions doivent être communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout actionnaire a le droit de en obtenir communication.

ARTICLE 19. DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE

L' actionnaire unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- modifications des statuts ;
- approbation des comptes et affectation du résultat ;
- quitus de la gestion du Président ;
- nomination et révocation de la gestion du Président et des Directeurs Généraux
- nomination du ou des Commissaires aux comptes et assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

CHAPITRE V RESULTATS SOCIAUX

ARTICLE 20. AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes des exercices antérieurs affectées au report à nouveau déficitaires, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmente du report à nouveau bénéficiaire des exercices antérieurs.

Sur ce bénéfice distribuable, l'actionnaire unique peut prélever toutes sommes qu'il juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou au report à nouveau. Le solde, s'il en existe, est versé à l'actionnaire unique. L'actionnaire unique peut également décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la libre disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'actionnaire unique lorsque

MD

les capitaux propres sont ou deviendraient a la suite de celle-ci, inferieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. Les pertes, en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'actionnaire unique, mises en report a nouveau déficitaire pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'a leur complète extinction.

ARTICLE 21. PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou a la fin de l'exercice et certifié par le ou les Commissaires aux Comptes fait apparaitre que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes a porter aux réserves légales et statutaires, et compte tenu du report a nouveau bénéficiaire, a réalise un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes, a peine de constituer un dividende fictif ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'actionnaire unique, ou a défaut par le Président. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de Leur mise en paiement sont présents conformément a la loi.

CHAPITRE VI TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 22. DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la société intervient soit a l'expiration du terme fixe par les statuts pour la durée de la société soit par anticipation a la suite d'une décision de l'actionnaire unique. La dissolution anticipée peut, a tout moment être décidée par l'actionnaire unique. La dissolution de la société, soit par décision judiciaire a la demande d'un tiers, soit volontairement, par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, souhaitant dissoudre la société, entraine la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu a liquidation.

MD

ARTICLE 23. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation soit entre la société et l'actionnaire unique ou les Président ou Directeurs Généraux concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

Attribution de Juridiction est faite aux tribunaux de la Cour d'Appel dont dépend le siège de la société ou du siège de sa liquidation.

ARTICLE 24 : ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

L'état des actes accomplis ou à accomplir pour le compte de la société en formation précisant pour chacun d'entre eux l'engagement qui en résultera pour la société est annexe aux présents statuts.

ARTICLE 25. FORMALITES DE CONSTITUTION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présents pour effectuer les formalités de publicité corrélatives à la constitution de la société et notamment celles nécessaires à l'acquisition de la personnalité morale, il pourra également donner pouvoir à une tierce personne d'accomplir cette formalité.

Fait en 5 exemplaires le 11/12/2013

Monsieur Morgan DHAINAUT





CRÉDIT AGRICOLE
NORD DE FRANCE

Agence de Hénin-Beaumont

CERTIFICAT DE DÉPÔT ET DE BLOCAGE DES FONDS
AUGMENTATION DE CAPITAL ☐ **D'UNE SOCIÉTÉ ANONYME**
D'UNE S.A.R.L. ☒ **SASU**

GREFFE DU TRIBUNAL

U 1 JAN. 2013

DE COMMERCE D'ARRAS

LE SOUSSIGNÉ :

- M. VIALE GUYERIN ORION ^{P.O.} Directeur de l'Agence de Hénin-Beaumont
ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes
agissant au nom et pour le compte de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Nord de France, société civile
coopérative à capital et personnel variables, 440 676 559 RCS LILLE, dont le siège social est à (59) Lille, 10 avenue Foch.
certifie qu'il a été déposé à nos caisses conformément aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du
23 mars 1967, sur un compte bloqué n° 531961102117111
ouvert au nom de :

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Raison sociale BIDR CONSTRUCTION
Enseigne _____
Code SIRET _____
Forme juridique SASU Code NAF _____
Date de création _____ Capital social (€) 10000
Activité économique _____ Date d'expiration _____
Appartenance à un groupe ☒ non ☐ oui Effectif _____
Nom du groupe _____

ADRESSE du SIÈGE SOCIAL : N° rue 78 ne des Fusillés
Localité _____
Code postal/commune 62440 HARNES
Pays FRANCE

la somme de (somme inscrite en lettres et en chiffres) Mille euros - 1000 €
représentant le montant libéré en espèces sur la valeur nominale
des actions ☐ des parts ☐ de ladite société souscrites au titre de la constitution du capital ou de l'augmentation du capital
décidée par l'assemblée générale extraordinaire du _____.

Ce versement a été effectué par :

Nom	Prénom	Domicile	Montant
<u>DHAINAUT</u>	<u>NORGAN</u>	<u>78 ne des Fusillés</u>	<u>1000 €</u>
_____	_____	<u>62440 HARNES</u>	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

A Hénin-Beaumont le 26.12.2013
Signature et cachet du représentant du Crédit Agricole Nord de France

P/O -

Liste des souscripteurs d'actions (SAS)

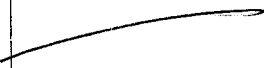
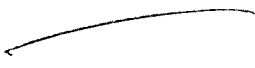
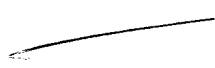
« Dénomination sociale... **3-DR Construction**

Société par actions simplifiée

au capital de **1000 €**

Siège social : adresse... **78 rue des Gusilles 62440 Harnes**

LISTE DES SOUSCRIPTEURS D' ACTIONS

Nom, prénoms, adresse ou dénomination, siège des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites	Montant total ☒ des souscriptions	Montant des versements effectués
	nombre	montant	montant
DNAIN AOT MORGAN 78 rue des Gusilles 62440 HARNES	100	10 €	1000 €
			
Total 1	Nombre total 100	Montant total 10 €	Montant total 1000 €

Certifié exact, sincère et véritable par **le président**, actionnaire unique de la Société **3-DR Construction SAS** en cours d'immatriculation.

Fait à **Pen**

Le **30/12/2013**

En **1** exemplaire

Signature du Président

